

Anti-trust : Microsoft entendu par Bruxelles

début juin

Les instances européennes de régulation du marché donnent un mois à Microsoft pour préparer sa **défense orale**. Le géant de Redmond exprimera ses positions à Bruxelles **du 3 au 5 juin** à huis clos. Cette audience, réclamée par l'éditeur, viendra compléter la réponse écrite de défense que Microsoft a rendu le 28 avril 2009 après avoir obtenu à deux reprises un délai pour rendre sa copie.

Cette nouvelle charge de la Commission européenne à l'encontre de l'éditeur de Windows fait suite à la **plainte d'Opera Software**, éditeur norvégien du navigateur éponyme. En décembre 2007, Opera déposait une plainte pour vente liée du navigateur Internet Explorer avec le système d'exploitation Windows constituant, de fait, un abus de position dominante. Plainte jugée recevable en janvier 2009 par Bruxelles qui invitait alors Microsoft à entrer dans un processus de défense par la « communication des griefs ». Document auquel Microsoft répond aujourd'hui par écrit et, oralement, début juin prochain.

La réponse de Microsoft n'étant pas publique, il sera difficile de connaître ses arguments pour réfuter les accusations de position dominante. Dans son argumentaire, Opera s'appuyait notamment sur la part de marché d'IE dans le monde et, particulièrement, en Europe. Part de marché européenne estimée à **plus de 58 %** en janvier 2009 par l'AT Internet Institute (ex-ExitMonitor) contre 32,5 % pour Mozilla Firefox, 4,1 % pour Opera, 3 % pour Safari et 1,5 % pour Google Chrome.

Outre une part de marché **outrageusement dominante bien qu'en perte de vitesse**, Opera Software tirait également son argumentaire des conclusions du jugement rendu en 2004 à l'encontre de Microsoft accusé d'abus de position dominante notamment sur les formats de fichiers multimédia à travers Windows Media Player présent par défaut dans Windows. Jugement qui, après appel (perdu), s'est soldé par une amende record de **899 millions d'euros** à l'encontre de la société de Steve Ballmer en février 2008.

Opera n'est pas seul dans sa démarche qui s'apparente à un nouvel épisode de David contre Goliath (mais arbitré par un Hercule européen). L'éditeur d'Oslo a reçu **le soutien de Mozilla, Google, IBM, Adobe, Nokia, Red Hat et Sun Microsystems** qui se sont portés tierces parties dans cette affaire. Il restera à vérifier le maintien de Sun qui, racheté par Oracle, n'**aura peut-être plus son mot à dire**. Car Oracle est membre de l'ACT (Association for Competitive Technology), laquelle soutient Microsoft dans cette nouvelle affaire comme elle l'avait fait en 2004 et en 1998 aux Etats-Unis. Outre Oracle, l'ACT compte Verisign parmi ses membres influents, avec Microsoft, évidemment.

On peut doré et déjà s'interroger sur la stratégie de Microsoft. Alors que, pour calmer les esprits, Microsoft promettait de pouvoir désactiver IE (notamment) de [Windows 7 RC](#) (ce qui reste à vérifier), l'éditeur propose depuis quelques jours une **mise à niveau vers IE8** depuis son service Windows Update. Pile au moment où il rend son argumentaire aux instances bruxelloises. **Provocation** ou mauvaise synchronisation de ses services développement et juridiques?

(Article publié sur EweekEurope.fr)